

60^e Assemblée générale ordinaire FRS du 14 juin 2005 à Berne

La politique des transports en forme de patchwork doit cesser

La Fédération routière suisse FRS a placé le financement des infrastructures de transport au centre de sa 60^e assemblée générale qui s'est déroulée au restaurant Schmiedstube à Berne. Claude Gay-Crosier, président de la FRS, a demandé la création d'un fonds d'infrastructure global et durable afin de garantir à long terme le financement des infrastructures de transport et, notamment, la construction routière et la sauvegarde de la substance et de la valeur du réseau routier.

«Le fait que le département fédéral des transports ait repris récemment l'idée du fonds d'infrastructure n'étonne que les personnes qui ne sont pas directement concernées. Quant à nous, nous n'en sommes guère surpris», a dit Claude Gay-Crosier, président de la Fédération routière suisse FRS dans son allocution d'ouverture. Les associations routières ont compris depuis de nombreuses années que ce fond était la seule manière de sortir de la voie sans issue dans laquelle se trouve actuellement la politique des transports et la politique des finances.

Point central du contreprojet refusé à l'initiative Avanti, l'idée d'un fonds d'infrastructure semble avoir «survécu» au naufrage provoqué par le scrutin populaire de février 2004, a poursuivi le président de la FRS. Et d'ajouter que «seul un fonds d'infrastructure assure une planification et un financement solide et, surtout, durable pour l'achèvement du réseau des routes nationales, la solution du problème du trafic d'agglomération et le maintien de la fonctionnalité du réseau».

Manque de cohérence de la politique des transports

«Cela fait des années que les autorités fédérales conçoivent la politique des transports sur des planches à dessin. Elles minimisent les problèmes, tentent de gérer les cas les plus urgents et posent des emplâtres sur des jambes de bois», a poursuivi Claude Gay-Crosier. La Confédération et le parlement s'enlisent de surcroît dans un marécage d'intérêts régionaux. «Cette politique est néfaste à la cause par son incohérence et elle fait perdre tout crédit à ceux qui agissent ainsi», a relevé le président de la FRS.

«Cette politique à hue et à dia se révèle aussi dans la contradiction existant de toute évidence entre la politique financière et la politique (des transports) régionale», a encore dit Claude Gay-Crosier. «D'un côté, la Confédération multiplie les programmes d'économies qui taillent sévèrement dans le secteur des transports. De l'autre côté, même les partisans les plus bruyants de mesures d'économie rigoureuses parviennent à oublier leurs beaux principes quand leur région est en cause.» L'augmentation après coup du crédit d'engagement en faveur du raccordement de la Suisse orientale et de la Suisse romande aux réseaux des lignes européennes à grande vitesse, crédit qui a passé de 665 millions à environ 1,1 milliard de francs, est un «bel exemple de cette incohérence entre la parole et l'acte».

Adoption d'une résolution fixant les exigences principales

«Fondée depuis toujours sur une approche globale et sur des considérations réalistes, la politique que la Fédération routière suisse FRS défend et communique de manière active et constructive d'entente avec ses partenaires est de plus en plus critiquée par les défenseurs d'intérêts particuliers», a constaté le président FRS avant d'ajouter: «Nous devons et nous pouvons vivre avec cela, tout en sachant que nous, nous sommes capables de voir plus loin que le bout de notre nez.»

Pour concrétiser ses propositions concernant le financement des infrastructures de transport, l'assemblée générale FRS a adopté une résolution qui définit ses principales exigences, notamment en vue de sa future collaboration avec l'Alliance des Transports, organisation qui regroupe les différents modes de transport. La FRS reste ainsi fidèle à sa position constructive à l'égard de tous ses partenaires, mais à la condition que les règles du jeu ne changent pas en cours de route. «Le fait est que l'Alliance des Transports est aujourd'hui un passage obligé», a souligné Claude Gay-Crosier: «Si elle devait échouer, le tissage du patchwork qui a pour nom politique des transports se poursuivra joyeusement.»

Berne, 14 juin 2005